

# Après l'ignoble attentat contre Charlie Hebdo

## NON À LA RÉCUPÉRATION DE NOTRE INDIGNATION

### REFUSONS LEUR PIÈGE D'UNION NATIONALE

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

22 JANVIER 2015

Une immense vague d'indignation, d'émotion et de colère a soulevé le pays, après l'exécution pure et simple de journalistes indépendants, libres et satiriques de Charlie Hebdo et de clients d'un supermarché kasher parce qu'ils étaient juifs.

Mais dimanche 11 janvier, Hollande et son gouvernement ont rebondi sur cette émotion légitime pour en faire une gigantesque opération de récupération autour d'une soi-disant « unité nationale », avec pour alliés la droite et l'extrême droite. Oubliées les interdictions de manifester en solidarité avec la Palestine ou pour dénoncer l'assassinat du militant écologiste, Rémy Fraisse.

#### L'union nationale pour faire oublier leur responsabilité

Hollande nous a vanté la France rassemblée. Son but : justifier les guerres que lui et son gouvernement mènent contre les peuples dans les régions du monde où le pillage et les interventions militaires organisées par les grandes puissances ont semé la misère et le chaos.

Oui, les terroristes sont des monstres. Mais c'est bien le chaos créé par l'occupation de l'Afghanistan en 2001, de l'Irak en 2003 ou le bombardement de la Lybie en 2011 qui ont créé le terreau sur lequel prospèrent les intégristes.

C'est encore leur politique de régression sociale ainsi que la décomposition sociale dont ils sont responsables qui secrète cette barbarie obscurantiste, cette violence abjecte qui vise à semer la terreur, contre la liberté d'expression au nom de préjugés réactionnaires et d'un autre âge.

Le terreau du terrorisme, c'est la désespérance face à la misère et à l'exploitation, face au chômage dans les quartiers défavorisés, la désespérance due au rejet parce que l'on a pas la même couleur de peau, que notre nom n'a pas la même consonance nationale.

#### L'union nationale pour faire oublier la lutte de classe à l'intérieur

Et ce lundi, Hollande a eu le culot d'appeler les « partenaires » sociaux à « l'unité nationale » pour nous faire avaler sa loi Macron.

Cette loi s'attaque au Code du travail, à l'Inspection

du travail, aux Prud'hommes, pour en finir avec « *tout ce qui bloque, freine et nuit à l'égalité et au progrès* », nous dit Hollande... En réalité, pour détruire ce qui reste de protection des salariés puisqu'au même moment, syndicats et patronat sont engagés dans une « négociation » qui a pour objectif le démantèlement complet du système actuel de représentation des salariés.

La loi Macron, c'est la banalisation du travail le dimanche et de nuit, mettant fin progressivement aux compensations salariales. Il n'y a pas que les magasins qui sont concernés, mais tout le travail posté dans les usines. Les licenciements collectifs seront facilités, avec des mesures allant au delà des « accords de compétitivité » Renault et PSA. C'est ce tout ce qu'il y a de protecteur dans le droit du travail qui est jeté à la poubelle, avec des

moyens accrus donnés aux patrons pour licencier, sanctionner, muter et réorganiser.

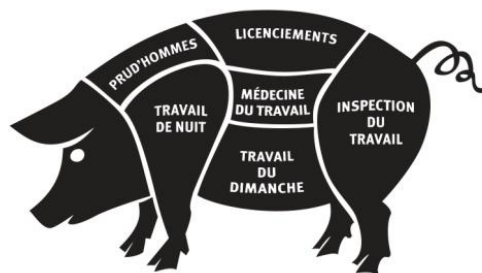
#### Pour faire reculer le gouvernement Construire l'unité des travailleurs de toutes origines

De plus en plus de voix s'élèvent contre ce projet scélérat, qui sera débattu à l'Assemblée nationale à partir du 26 janvier. Reste à

construire l'indispensable mobilisation pour construire le rapport de force. Avec l'objectif d'imposer au gouvernement le retrait pur et simple de son projet de loi.

Mais pour battre la politique du gouvernement, la réponse, ce n'est pas « l'union nationale ». Et le grand danger, c'est la montée d'un climat raciste qui nous détournerait de nos vrais ennemis. Ce dont nous avons besoin, c'est du rassemblement de la grande communauté de tous les travailleurs, quelles que soient nos origines. Pour reprendre l'offensive, **Le 26 janvier doit être une première échéance de mobilisation contre la loi Macron.**

#### POUR LES PATRONS,



***tout est bon  
dans le Macron!***

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



### **LE CHIFFRE : 1+ 99 =100**

Hallucinant mais vrai : en 2016, le patrimoine des 1% les plus riches du monde dépassera celui des 99% restants, selon l'ONG Oxfam, soit une progression vertigineuse, 44% en 2009, 48% en 2014 à + de 50% en 2016.

Ce n'est pas un monde à replâtrer, mais à renverser, si l'on veut un jour une société plus juste.

### **LIBERTE TOTALE D'EXPLOITATION ?**

Dans le cadre des discussions avec les organisations syndicales, le Medef propose purement et simplement de remettre en cause l'existence des délégués du personnel, délégués au CE et représentants syndicaux, mais aussi des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Et de les regrouper dans un conseil d'entreprise, aux contours flous. Les CHSCT, organismes permettant aux militants syndicaux de dénoncer les conditions de travail scandaleuses qui se pratiquent dans nombre d'entreprises et d'arrêter, le cas échéant, les machines dangereuses, sont depuis longtemps dans le viseur des patrons. Ne pas blesser et tuer en paix n'est dorénavant plus tolérable pour le patronat.

### **LES VENTES DE PSA ET RENAULT AUGMENTENT, LES SALAIRES SONT BLOQUES**

Les ventes mondiales de PSA et de Renault ont augmenté en 2014. PSA a vendu 2,939 millions de voitures (+4,3%) par rapport à 2013 et Renault 2,37 millions de voitures, (+3,2%). Ce sont les chiffres annoncés par les deux groupes. La moitié des ventes de Renault et PSA sont maintenant réalisées hors d'Europe. On est très loin des niveaux d'avant crise mais nul doute que les résultats financiers de Renault et PSA vont profiter aux propriétaires et actionnaires. Des voitures vendues il faut d'abord qu'elles soient produites. Que les ventes baissent ou augmentent, c'est toujours ceinture et austérité pour les salariés, alors que le volume des profits est directement indexé sur cette augmentation des ventes qui provient de notre travail à tous les salariés de PSA, Renault, sous-traitants et équipementiers. Oui les ventes en augmentation justifient encore plus les revendications de salaires !

### **AUTOROUTES + POMPES A ESSENCE = POMPES A FRIC**

On se souvient du coup de gueule du gouvernement contre les sociétés d'autoroutes qui s'enrichissaient sur notre dos. On allait voir ce que l'on allait voir ! Eh bien on a vu : l'Etat prévoit de prolonger de 2 à 4 ans les contrats de concession. Les sociétés d'autoroute consacreront 3,2 milliards d'€ en investissement pour des travaux, soit un gain de 4,5 € pour 1 € dépensé ! Le taux de profit de ces pompes à fric est de 20 à 24% ! Qui dit mieux ? Que ce soit pour les autoroutes (Vinci, Eiffage, Bouygues), le carburant (Total) ou l'automobile (Renault, PSA), la socialisation de ces secteurs clés est plus que jamais une nécessité économique. Et leur expropriation sans indemnités une simple mesure de justice sociale.

### **A BOSCH, IL N'Y A QUE LA LUTTE QUI PAIE**

1,9 % d'augmentation et 600 € de prime d'intéressement annuelle pour 2015. Ce n'est pas forcément suffisant mais c'est toujours mieux que 0 %. Voilà ce qu'on obtient les salariés de Bosch, près de Rodez, au bout de quelques heures de blocage. Un nombre de salariés en baisse, un chiffre d'affaire 2014 record et des subventions publiques à gogo au titre du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (5,5 millions d'euros), voilà qui présente bien des ressemblances avec nous. En tout cas, les salariés de Bosch nous donnent quelques pistes sur la méthode à suivre lors de nos prochaines NAO.

### **MÉDECINS LIBÉRAUX :**

#### **LEUR GRÈVE N'ÉTAIT PAS LA NOTRE**

Les principaux syndicats de médecins libéraux étaient en grève contre le tiers payant. Cette mobilisation est réactionnaire car le "tiers payant" permettrait au patient de ne pas faire l'avance de sa consultation, alors qu'une personne sur quatre renonce, en France, à des soins pour des raisons financières.

En refusant d'utiliser la carte Vitale, ils contraignent non seulement le malade à déboursier le prix des consultations pour être soigné(e) ... mais à attendre des semaines pour être remboursé(e).

La meute qui hurle à la "prise d'otage" à chaque grève des cheminots ou des pilotes reste silencieuse cette fois-ci. Le gouvernement peut ainsi présenter sa loi de santé comme une loi "progressiste" alors que la "loi Touraine" poursuit et aggrave la privatisation et la destruction de l'Hôpital public menée par Sarkozy.

Il faut en finir avec l'austérité budgétaire qui frappe l'hôpital public et imposer la gratuité des soins, remboursés intégralement par la Sécurité sociale avec la généralisation du tiers payant.

### **REFUSONS L'EUROPE FORTERESSE**

Plus de 3000 migrantEs sont morts noyéEs depuis 2014 en tentant de rejoindre l'Europe par la mer, contre 700 en 2013. Environ 130.000 migrantEs ont rejoint l'Europe en traversant la Méditerranée en 2014, 60.000 en 2013. Conséquence directe des guerres qui ravagent la Syrie, l'Irak et d'autres pays de la région. Les interventions américaines et de ses alliés européens s'y multiplient en aggravant la misère.

La France, premier pays européen intervenant dans les guerres en Afrique et au Moyen Orient, accueille moins de demandeurs(euses) d'asile que l'Allemagne : 60 000 contre 120 000. Ces migrantEs n'ont qu'un objectif, rejoindre l'Angleterre. La propagande xénophobe se fonde sur des mensonges.

Il y a vingt ans en Asie, les « boat people » reconnus comme des réfugiéEs, aujourd'hui sont traitéEs comme des délinquantEs. Plus de bateaux de la police européenne Frontex n'empêcheront pas les noyades. L'Europe forteresse ne fait qu'augmenter la misère.

### **PSA CONDAMNE POUR 113 LICENCIEMENTS ILLEGAUX A MELUN-SENART**

PSA a été condamné vendredi 19 décembre par le conseil de prud'hommes de Melun à indemniser 113 ex-salariés, leur ayant été jugé illégal. Les ex-salariés du groupe automobile vont toucher jusqu'à 20.000 euros d'indemnités. Le tribunal, saisi par les anciens salariés, a condamné PSA pour "licenciement sans cause réelle et sérieuse" ou "nullité de la rupture du contrat de travail". Les salariés toucheront néanmoins des montants inférieurs à ceux qu'ils réclamaient,

La fermeture du site de pièces détachées de Moissy-Cramayel, près de Melun-Sénart, avait été décidée en 2010 par PSA. Le groupe s'était alors engagé à revitaliser le site et à ne procéder à aucun licenciement parmi les 398 personnes, qui travaillaient encore sur place. Les promesses n'ont pas été tenues.

PSA menace de faire appel ... On comprend mieux pourquoi le projet de loi Macron met en cause les prud'hommes et veut exonérer le patronat de toute mise cause judiciaire après de telles suppressions d'emplois

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas**

**à nous contacter : [npa.perche@gmail.com](mailto:npa.perche@gmail.com)**

**Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**